

Le problème russe

Si, dans un avenir plus ou moins proche, la révolution sociale finit par éclater en France et en Angleterre, peut-être aussi aux États-Unis, l'attitude des puissances de l'Entente à l'égard du problème russe n'y sera pas pour peu de chose.

La patience des peuples a des limites et pour les populations démocratiques, il y a quelque chose de particulièrement révoltant de voir leurs gouvernements, secrètement ou ouvertement, faire le jeu du Tsarisme et de la noblesse russe, – de ceux qu'on a appelés par allusion à la grande révolution française, les «Gens de Coblençe», de tous ces Grands ducs diplomates, et officiers de l'ancien régime qui, après s'être retirés en Suède et en Crimée, se sont organisés, ces derniers mois, autour du général Denikine à Ekatérinodar ou des, l'amiral Koltchak à Omsk.

De Youdenitch en Esthonie

À un moment donné, un vif espoir régna en Europe, c'est lorsque le Conseil des Quatre à la Conférence de la Paix décida de convoquer dans l'île de Prinkipo tous les gouvernements de l'ancien Empire russe. Mais, il arriva ce qu'on ne pouvait certainement pas prévoir: les Bolcheviks furent les seuls à se ranger à la volonté des puissances de l'Entente. Et l'Entente ne voulant pas d'eux, la réunion est restée en suspens!

Depuis lors, le Conseil des Quatre a tourné autour du Problème russe comme le chat autour de la soupe chaude: tantôt allongeant la patte dans la région d'Arkhangel, dans le golfe de Finlande ou à Odessa, mais rebroussant chemin immédiatement quand «ça commençait à chauffer».

Et pourtant, le problème russe devait aboutir à tout prix à une solution, parce que sans cette solution, aucune paix

stable ne saurait régner en Europe, malgré que tous les peuples y soient exténués et profondément las de la continuation de l'état de guerre.

La reconnaissance de l'amiral Koltchak

C'est dans ces conditions, que le Conseil des Quatre est arrivé à la reconnaissance de l'Amiral Koltchak.

Non pas à une reconnaissance franche et entière, mais à un contrat selon lequel les Alliés soutiendront le pouvoir du Dictateur d'Omsk pécuniairement et par l'envoi de vivres, d'armes et de munitions; à une sorte de compromis laissant la liberté d'action aux deux partis en présence, mais qui a eu comme premier résultat de pousser du côté des Bolcheviks, tous ceux qui ne sont pas des réactionnaires et qui ne désirent pas voir renaître l'absolutisme en Russie.

Cette demi-reconnaissance du gouvernement dictatorial de Koltchak et de sa bande d'officiers chantant le Boje Tzaria Khrani a été, tout compte fait, la pire erreur que les gouvernements des puissances démocratiques pouvaient commettre.

Dans la lutte des classes qui se déroule depuis mars 1917 en Russie, ces gouvernements ont pris parti pour les oppresseurs et contre les opprimés, ce qui est le moyen le plus sûr de déchaîner aussi la guerre civile dans l'Europe occidentale.

Ces Messieurs du Conseil des Quatre comprennent-ils ce que veut dire ceci: que la France tant aimée, l'Angleterre si estimée, les États-Unis mêmes, glorifiés en Russie, commencent à être haïs par la démocratie russe? Et se rendent-ils compte de ce qui arrivera nécessairement, si les puissances de l'Entente continuent à soutenir la réaction en Russie: que cette démocratie s'inclinera de plus en plus vers l'Allemagne?

Où le Japon apparaît

Tous ceux qui ont vécu en Russie même les événements de la Grande révolution et qui ne sont pas suspects de parti-pris en faveur de leurs intérêts personnels, sont unanimes à déclarer qu'il n'existe aucun espoir pour les Koltchak, Denikine et consorts de rétablir l'ancien régime, soit seuls, soit avec l'aide douteuse des puissances occidentales. Les paysans ont procédé aux partages des terres et ils ne lâcheront plus ce qu'ils ont pris. Toute la vie sociale est profondément et définitivement ébranlée en Russie.

On attribue à feu le trustard Pierpont Morgan un mot caractéristique qu'il aurait prononcé au moment des poursuites dirigées, en 1912, contre son trust, la *Uniter States Steel Corporation*. «Il est particulièrement difficile, aurait dit Morgan, de reconstituer un œuf qui a été battu» (*to unscramlbe an egg*). Or, ce bon mot s'applique parfaitement à la situation en Russie: on y a battu beaucoup d'œufs et tous les Denikine et les Koltchaks qui sont restés sur place, tous les Gazonoff et les Maklakoff qui sont venus se plaindre à Paris, ne réussiront pas à faire rentrer les populations russes dans la servitude d'avant la Révolution.

Mais il y a une circonstance qui pourrait sensiblement troubler l'évolution normale et naturelle de la société russe, c'est l'intervention du Japon, la seule nation qui dispose de troupes assez serviles et assez nombreuses pour jouer avec quelque succès le jeu de la Réaction en Russie. À présent, on entend de nouveau parler de cette intervention dont, il y a quelques semaines, tous les détails semblaient réglés. Elle augmenterait le nombre des graves fautes commises en Russie, d'une nouvelle faute dont les conséquences, au point de vue européen, seraient incommensurables.

En admettant qu'avec l'aide de Koltchak et de Denikine, le gouvernement Japonais puisse parvenir à maîtriser les Bolcheviks et les autres fractions socialistes et à établir

une nouvelle domination tsariste sur les populations russes, le fait seul d'avoir appelé une armée asiatique pour conjurer une révolution en Europe, amènerait des dangers immédiats d'une nouvelle guerre internationale. Pour les Japonais «les affaires sont les affaires» et la récompense naturelle qu'ils exigeraient serait la domination économique et politique en Mandchourie, en Mongolie, dans la Sibérie orientale, et une place privilégiée sur le marché de la Russie d'Europe. Or, les difficultés qu'ont déjà créées les concessions que la Conférence de la Paix a cru devoir accorder au Japon en ce qui concerne la province chinoise du Chantoung, les colères populaires que ces concessions ont provoquées en Chine, de même qu'aux États-Unis, suffiront peut-être à convaincre les puissances européennes qu'en cas d'une intervention japonaise en Russie, le remède serait probablement pire que le mal.

Le remède qui s'impose

Nous ne voyons dans les conditions présentes, qu'un seul remède, qu'une seule issue pouvant permettre peut-être de sortir temporairement, et jusqu'à ce que dans l'Occident même les difficultés se présentent – de l'impasse russe. C'est que la Conférence de la Paix appelle, non pas dans un îlot perdu, mais à Paris même, les délégués de tous les gouvernements établis et de tous les grands partis politiques de la Russie, en même temps que les représentants des zemstvos, des syndicats ouvriers, des paysans russes; que les grandes puissances fassent un appel à tous pour qu'ils cessent leurs luttes intestines et que, si la grande majorité des délégués arrive à une solution provisoire du problème russe sur une base démocratique, les puissances de l'Entente promettent leur concours effectif à sa réalisation.

Nous avons d'autant plus d'espoir qu'une solution de caractère démocratique puisse être trouvée, que les Bolcheviks les plus intransigeants jadis, paraissent prêts aujourd'hui, à faire certaines concessions aux autres fractions socialistes et

paysannes.

Les nations «allogènes»

Une difficulté considérable dans la solution du problème russe consiste dans le sort réservé aux nations dites «allogènes», c'est-à-dire à tous ces peuples habitant les confins de l'ancien Empire russe et qui, parce qu'étant d'autre race, ou du moins parce que possédant leur propre nationalité, une langue, des mœurs et des coutumes bien distinctes, ont profité de l'occasion que leur fournissait la Grande Révolution russe, pour réclamer leur indépendance complète dans le cadre de la Société des Nations.

Leur conduite s'est basée strictement sur le principe, disons wilsonien, du droit des peuples à disposer de leur propre sort, et en fin de compte, la Société des Nations devra reconnaître le bien-fondé de leurs revendications.

Mais ces nations trouvent des adversaires opiniâtres chez les grands russiens, même socialistes.

Les socialistes russes sont, pour la très grande majorité, des social-démocrates nourris à l'école d'un centralisme à outrance et de la discipline soi-disant «volontaire», mais rigide et bornée.

Il leur est difficile de se représenter des peuples vivant en liberté, et en conséquence ils critiquent amèrement ce qu'ils appellent de leur point de vue dogmatique, le «séparatisme» des nations allogènes de la Russie.

Pour nous, communistes et libertaires, le problème se pose autrement: nous ne pouvons nous faire une conception nette du socialisme et d'une véritable Société des Nations qu'en nous basant sur les principes de l'indépendance politique et sociale des nationalités et de l'autonomie des régions et des communes dans chaque nationalité.

Internationalistes et communistes, nous avons une raison spéciale pour défendre de toutes nos forces les tendances à l'indépendance des nations allogènes de la Russie.

De même qu'il faut espérer au point de vue politique que le nombre des partis et fractions politiques soit le plus nombreux possible dans chaque pays, afin d'éviter l'oppression des minorités par une majorité compacte des citoyens, de même il faut désirer que le nombre des nationalités et des régions autonomes soit des plus multiples sur le vieux Continent qu'est l'Europe, afin d'empêcher qu'une ou deux grandes nations ne réduisent les autres à l'impuissance et à la servitude.

Pour ce qui concerne en particulier la Russie, il faut veiller à ce que ne se rétablisse pas l'ancien empire russe, – ce colosse de bientôt deux cents millions d'habitants dont l'existence pourrait présenter un danger réel pour l'avenir de l'Europe.

Finlandais, Polonais, Lithuaniens, Ukrainiens, Georgiens, Cosaques, Tartares, etc., contribuent à écarter ce danger d'autant plus périlleux pour nous que les émigrants allemands prendront une part essentielle dans la réorganisation de la vie économique et sociale de la Russie.

Christian Cornélissen